

Titre II : Redevance d'Atterrissage

Chapitre premier : Redevance d'atterrissage

Article 2 : Sous réserve des exemptions prévues à l'article 4 tout aéronef atterrissant sur un aéroport ouvert à la circulation aérienne publique est passible d'une redevance d'atterrissage fixée en fonction du poids maximum porté sur le certificat de navigabilité de l'aéronef et en fonction de la nature du trafic défini comme suit :

Trafic international. - Trafic aérien comportant au moins un atterrissage ou un décollage sur le territoire d'un Etat étranger.

Trafic national. - Trafic aérien comportant exclusivement un transport entre deux points du territoire national.

Article 3 : Le taux de la redevance d'atterrissage est fixé comme suit :

Pour les aéronefs effectuant un trafic aérien international ;

6 dirhams par tonne pour les 25 premières tonnes ;

12 dirhams par tonne au-delà de la 75e tonne ;

Toute fraction de tonne est comptée pour une tonne.

Pour les aéronefs effectuant un trafic aérien national :

2 dirhams par tonne pour les 14 premières tonnes ;

6 dirhams par tonne de la 15e à la 25e tonne ;

12 dirhams par tonne au-delà de la 25e tonne ;

Toute fraction de tonne est comptée pour une tonne.

Pour les aéronefs de tourisme c'est-à-dire utilisés uniquement dans un but privé ou de plaisance, exclusif de rémunération et d'un poids inférieur ou égal à 2 tonnes, le taux est fixé à 25 dirhams.

Sur demande faite par les intéressés, des abonnements mensuels comportant une réduction de la redevance d'atterrissage peuvent être accordés à des entreprises de transport ou de travail aérien sans qu'il puisse en résulter une discrimination entre entreprises similaires

Ces abonnements sont accordés par décision du ministre chargé des transports prise sur avis conforme du ministre chargé des finances.

Article 4 : Sont exemptés de la redevance d'atterrissage :

les aéronefs d'Etat marocains n'effectuant pas de transport aérien payant ;

les aéronefs d'Etats étrangers en visite officielle ;

les aéronefs d'Etats étrangers lorsque les Etats dont ils relèvent accordent les mêmes exemptions aux aéronefs d'Etat marocains

les aéronefs accomplissant des vols d'essais à condition que :

Le vol s'effectue autour de l'aéroport ;

Seuls prennent place à bord les personnes chargées de contrôler ces essais.

Sont considérés comme vols d'essais : les vols de vérifications de bon fonctionnement effectués après transformation, préparation ou réglage de cellules, des moteurs ou des instruments de bord ;

Les aéronefs qui effectuent un retour forcé sur l'aéroport en raison d'incidents techniques ou des circonstances atmosphériques défavorables

les aéronefs des aéro-clubs lorsqu'ils atterrissent sur leur aéroport d'attache et à condition qu'ils n'effectuent aucun vol rémunéré ;

les aéronefs d'école de pilotage ou de centre d'entraînement officiellement autorisés ;

les aéronefs participant à un rallye aérien.